L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BRILLAT, MARNE & Cie.
No. 82, *Rue* Orgueil.

ou ..... 12 l.
..... Payable d'avance.

N. *NOUVELLE-ORLEANS:*
LUNDI MATIN, 5 AVRIL 1841.

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON.

VIRGINIE ET NEW-YORK.

La résolution présentée à la chambre des délégués de Virginie a été adoptée par les deux chambres avec quelques modifications insignifiantes, à une immense majorité. De sorte que la législature se trouve avoir désapprouvé la conduite du gouverneur et décidé que le fugitif doit être livré. Cette résolution ayant été transmise au gouverneur, celui-ci donnera sa démission motivée.

Il ne sera pas sans intérêt pour nos lecteurs de connaître les principaux motifs qui ont dicté la conduite du gouverneur.

"Ne pouvant partager l'opinion de l'assemblée générale relativement aux devoirs du pouvoir exécutif en cette circonstance, je regrette, dit-il, que je ne puisse donner les raisons qui m'ont fait adopter la conduite tenue par moi en cette circonstance.

"Avant que j'eusse l'honneur d'être Gouverneur, la législature de la Virginie avait adopté la résolution suivante: "que la conduite tenue par l'Exécutif de New-York (relativement à la demande d'extradition des trois fugitifs de la Virginie) ne pouvait être approuvée et que si elle était sanctionnée par l'Etat il serait du devoir de la Virginie d'adopter les mesures les plus propres à protéger la propriété de ses citoyens et pour maintenir des droits qu'elle ne veut pas voir abandonner."

"Malgré nos réclamations incessantes l'Exécutif de New-York a refusé de nous livrer ces accusés fugitifs. Néanmoins, tant que le Gouverneur seul a refusé l'extradition demandée, j'ai récommandé des mesures de conciliation parceque j'espérais que la conduite de l'Exécutif serait désapprouvée par l'Etat. Mais lorsque la conduite du Gouverneur a été sanctionnée par la législature, lorsque le refus de New-York n'est tenu définitif, j'ai pensé que, d'après les termes de la résolution susmentionnée, "il était du devoir de la Virginie d'adopter les mesures les plus propres pour protéger les droits et la propriété de ses citoyens."

"Il me semble donc que la conduite de la Virginie se trouve tracée par les actes antérieurs de sa législature. L'assemblée générale actuelle a même cru devoir refuser, attendu les circonstances actuelles, je viens de faire allusion, aux citoyens de New-York des droits et des privilèges dont jouissent les citoyens de tous les autres Etats. Vous avez ainsi interdit, du moins singulièrement gêné toute communication entre les citoyens de New-York et ceux Etat et finnement et le coupable; vous avez déclaré jusqu'à un certain point que tout citoyen de New-York serait responsable du refus du gouverneur de cet Etat de nous livrer des fugitifs réclamés par nous; et vous ne voulez pas que le pouvoir exécutif refuse de livrer par nécessités un fugitif de la justice de New-York.—Lorsque vous avez passé des actes de protection en conséquence de la conduite des autorités de l'Etat de New-York, on n'a point mis votre autorité en question. Mais l'autorité a aussi ses devoir, à remplir et ses responsabilité, à moins que vous ne jugiez que tout pouvoir et toute responsabilité gisent dans la législature.

"L'acte du Congrès de 1793 exigeu que toute demande d'extradition d'accusés fugitifs soit faite au gouverneur d'un Etat. Notre propre constitution exige que toute communication avec les autres Etats ou avec les pouvoirs étrangers soit dirigée par le Gouverneur. Maintenant la question est de savoir si le pouvoir exécutif de cet Etat a quelque liberté d'action dans l'accomplissement de ses devoirs où s'il n'est qu'un instrument passif.

"La constitution fédérale est un contrat entre les Etats et comme ce contrat est nécessairement réciproque il doit s'en suivre que l'Etat qui a à souffrir d'une violation de ce contrat doit en demander justice et le juge naturel et constitutionnel ou de votre justice."

La démission du Gouverneur a causé la plus vive agitation au sein de la législature. Quelques membres ont proposé de la renvoyer en priant le gouverneur de conserver sa place; d'autres ont pensé que malgré leur respect et leur sympathie pour le gouverneur, il n'était pas en leur pouvoir de ne pas accepter purement et simplement sa démission. Cette dernière opinion a prévalu et il a été passé une résolution par laquelle la législature, en acceptant la démission du gouverneur Gilmer, "déclare conserver la plus grande confiance en son patriotisme et que la différence d'opinion qui a motivé sa retraite ne saurait empêcher la législature de reconnaître la manière franche et courageuse avec laquelle il avait su défendre les privilèges de la Virginie et les droits du Sud."

Ces choses là ne passaient à la fin de la session, au moment où une cinquantaine de membres de la Chambre étaient déjà partis. Aussi les torys se voyant accidentellement en nombre, ont-ils proposé de procéder immédiatement à l'élection d'un nouveau gouverneur. Vraisemblement leur a-t-on représenté qu'une élection faite ainsi à l'improviste et pour ainsi dire par surprise, serait contraire à l'opinion de la majorité réelle de la législature et qu'il convenait d'ajourner cette élection afin que tous les membres pussent y prendre part: ils ont persisté à demander l'élection immédiate. Placée dans cette situation les démocrates-wings ont prolongé la discussion sur la question préalable jusqu'à ce que le temps fixé pour l'ajournement indéfini fut expiré.

Ainsi s'est terminée une discussion où les autorités de la Virginie ont pris à l'envi une attitude pleine de dignité et de noblesse. Le Gouverneur ne pouvant partager l'opinion de la législature relativement à ses devoirs envers l'Etat de New York a donné sa démission, et la législature s'élevant en cette circonstance au dessus de petites passions, a donné à l'Union l'exemple de ce respect inaltérable que tous Etats doivent à la constitution fédérale. "Vous vous êtes mal conduit à mon égard dit la Virginie à New-York, et moi je veux me bien conduire envers vous; vous avez violé la constitution et moi je ne veux pas la violer même pour user de représailles!"

Ce noble exemple d'union ne sera pas perdu, nous en sommes certains; et cette noble et belle conduite de la Virginie contribuera plus qu'un ne pense à consolider les liens de fraternité qui unissent entre eux tous les Etats de l'Union américaine.

THEATRE D'ORLEANS.

Les amateurs de musique auront appris avec plaisir que M. Eugène Prévost, chef d'orchestre, doit donner demain soir un concert spirituel.

Rien n'a été négligé pour donner à cette soirée un véritable intérêt; on y entendra de la musique de Rossini, de Donizetti, de Kreutzer, de Prévost, de Delaarte, &c. &c. et les premiers sujets de notre opéra chanteront plusieurs morceaux choisis. Sans nul doute le public empressera de répondre à l'appel d'un artiste dont chacun a pu apprécier le zèle et le mérite distingué.

On dit que Mlle. Fanny Elsler est engagée pour un petit nombre de représentations au Théâtre d'Orléans.

ELECTIONS MUNICIPALES.

C'est aujourd'hui que doit avoir lieu l'élection des aldermen des conseils des trois municipalités et du conseil général. Tous ceux qui ont intérêt à ce que les affaires de la ville soient bien administrées doivent être à leur poste et voter pour les plus dignes.

Dans la nuit du 3, des voleurs se sont introduits rue Conti, dans les magasins de MM. Gourdain Bénit, et dans le comptoir de M. H. Tête. La caisse de ce dernier a été ouverte et un billet de mille piastres de la banque des Améliorations y a été volé. Il ne paraît pas qu'on ait rien pris chez MM. Gourdain & Benit.

AFFAIRE McLEOD.

Il paraît que par suite d'une erreur commise par le greffier du comté, le jugement de McLeod doit être renvoyé à la session de mai.

Le président a nommé George Chaton comme vice consul d'Espagne à Philadelphie.

EXTERIEUR.

TEXAS.

Par le sloop de Neptune, nous avons reçu des journaux du Texas jusqu'au 1er du courant.

S'il faut en croire le *Houston Star* du 30 mars, il y aurait encore une invasion Mexicaine sur le tapis. Il paraît, d'après des nouvelles reçues de divers passagers de Matamore, que les Mexicains ont à Mier et Camargo, une armée de huit mille hommes avec vingt pièces d'artillerie sous les ordres de Arista. Ces forces sont exclusivement dirigées contre les indiens Comanches; mais on pense que leur destination secrète et réelle est contre le Texas. Cette dernière opinion s'accorderait peu avec les protestations et les promesses de l'Angleterre qui s'est engagée à faire reconnaître par le Mexique l'indépendance du Texas.

NOUVELLES D'EUROPE.

PARIS, 27 Février 1841.

Orient.—Faut-il revenir encore sur la question d'Orient? L'Angleterre, l'Autriche, la Russie et la Prusse ont réussi à déposséder Méhémet Ali des avantages qu'il avait retirés de ses brouilleries rebelliones. La Syrie et l'Ile de Candie sont rendues sous le joug de la Turquie; la flotte turque, livrée naguères à Méhémet Ali par la trahison du capitan Pacha, a quitté Alexandrie, elle est entrée dans les Dardanelles sous le commandement de Walker Bey. (Walker est, vous le savez, un officier de la marine anglaise qui a été élevé par le sultan à la dignité de Bey.) Pour le moment tout est tranquille en Turquie, en Syrie et en Egypte; mais ce sera un véritable miracle si l'empire ottoman reprend jamais son ancienne puissance. La Syrie, selon toutes les probabilités, doit, après un certain nombre d'insurrections, devenir un état indépendant. Nous en verrons plus tard à l'Egypte sous quelque chef entreprenant. L'Egypte en particulier est parfaitement paisible. Le Pacha s'occupe avec l'activité qui le distingue, à se développer les ressources européennes; s'il a renoncé à la puissance militaire, il s'est prononcé à la puissance commerciale. Les forces navales de l'Angleterre dans la Méditerranée le sont elles-mêmes considérablement; mais elles seront incessamment rétablies, dès que on le croira, la France sera en mesure sur la flotte française.

Les nouvelles d'Espagne ne sont pas moins tranquilles. Espartero a triomphé de tous ses ennemis; la majorité des députés est dévouée à sa personne et à son gouvernement. Une tentative d'insurrection a eu lieu tout récemment à Madrid; mais elle a été promptement réprimée et ne mériterait pas même d'être mentionnée, si elle n'avait donné lieu à un déploiement de forces militaires assez considérable. Dans le gouvernement on a pris les moyens de les empêcher de se livrer à de pareilles tentatives pour l'avenir. C'est à peine si l'on parle aux Cortès des emprunts. M. Olozaga est parti les ramener à Madrid. Il s'agit d'essayer d'y contracter un emprunt; mais il y a des conditions qui pourrait en rendre le succès douteux. Ce sont celles qui concernent le gouvernement qu'il n'a pas même été donné de payer aux engagements. La querelle entre l'Espagne et le Portugal touche à une conclusion, nous ne l'ignorons pas.

Belgique.—La Belgique jouit de la plus parfaite tranquillité. Son existence et son indépendance lui ont été garanties par les grandes puissances; elle n'a plus à s'occuper de ses affaires intérieures; mais elle vient de contracter avec la maison Rothschild un emprunt de huit millions de piastres qui prouve que sa situation financière n'est pas des plus favorables.

Hollande.—La Hollande est si tranquille que l'on ne pense pas plus à elle qu'au Danemark. La vieux roi de Hollande qui a abdiqué il y a quelques jours, a prouvé combien étaient sincères son respect et son estime pour la capitale d'Outremont, bien qu'elle soit catholique et belge. Il l'a épousée le 18 de ce mois à Berlin. Le jeune couple va proposer de retourner en Hollande. Le lune de miel compte pourtant faire deux bonne bourgeois.

Avant son mariage, l'ex-roi a fait à M. Rancée un fort riche présent; et cela était bien naturel de la part d'un prince dont la fortune personnelle s'élève à près de cinquante millions de piastres. Louis Philippe et l'Electeur de Hesse sont les seuls qui soient plus riches que lui. Louis Philippe vient en première ligne; mais l'Electeur de Hesse le suit de bien près. Je n'ai pas besoin de vous rappeler l'origine de la fortune de ce dernier; vous savez que dans les guerres de l'Angleterre en Amérique, en Irlande et sur le continent, il vendait à cette puissance les soldats Hessois. Avec une partie du produit de cette vente, le vieil Electeur a bâti dans ses domaines un magnifique château. Demandez aujourd hui le nom de ce château au premier individu que vous rencontrerez dans le voisinage, et il vous répondra, en se rappelant la source où fut puisé l'argent qui a servi à la construire—"C'est le château de sang!"—Mais revenons.

Suisse.—Les disputes religieuses qui ont éclaté dans l'Argovie et qui y ont amené la fermeture des couvents, ainsi que dans deux ou trois autres cantons, ont prouvé que l'intervention de l'Autriche et de la France, dont les ministres ont protesté contre une pareille mesure. Ci-il a été probablement rapporté.

Allemagne.—La Bavière, la Saxe, la Russie, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg et autres petits Etats de l'Allemagne ont achevé leurs préparatifs de défense pour résister à la guerre de *propagande* dont semblait les menacer le ministère Thiers. Une immense force numérique, d'inépuisables magasins, des forteresses imprenables et des fortifications puissantes arrêteraient les Français s'ils osaient tenter une agression. En France l'armée s'élève à 500,000 hommes sur le pied de guerre. Les cadres regorgent de soldats, de fusils, de sabres, de munitions et de projectiles de toute espèce; le reste du matériel est au grand complet.

Je ne pense pas que la France ait sous les drapeaux ou puisse mettre en campagne un nombre de soldats égal à celui dont peuvent disposer l'Autriche, la Prusse et la confédération germanique, mais elle aurait et je parle d'après l'autorité des meilleurs juges—elle aurait sur ses adversaires une supériorité morale fort importante sur une guerre d'une aussi grande échelle. La bravoure des troupes étrangères peut être la même que celle des troupes françaises, mais ces dernières l'emportent de beaucoup sur les autres en esprit, en intelligence et en instruction militaire. Il serait possible, si une *guerre* éclatait en ce moment, qu'une armée allemande pénétrât jusqu'au centre de la France, mais par un hérisme de cette armée n'en sortirait. D'un autre côté si la France essayait, comme elle l'a fait jadis, une guerre de propagande ou de conquête, elle finirait par être vaincue. Elle est mieux préparée qu'aucune autre contrée de l'Europe à une guerre de résistance, et elle prouverait, nous en sommes convaincus, son immense supériorité si elle était attaquée; mais qu'elle ne s'avise pas de porter l'invasion au cœur de l'Allemagne; car l'esprit de résistance qui fait naître maintenant parmi les peuples de la France, a pénétré aussi au-delà du Rhin, et si les légions françaises s'y aventuraient, on pourrait bien les voir revenir, après de glorieux combats, vaincues et décimées. Que dire de l'Italie? Rien; l'Autriche est là et ce serait la seule puissance que la France aurait à y combattre. Quel triomphe pourrait-on faire en effet; sur une armée européenne de 100,000 hommes! Un corps de 10,000 Français lui marcherait sur le ventre.

Si ces considérations sont justes, une guerre continentale n'est pas probable; et pourtant il y a au fond de tous les esprits je ne sais quel sentiment qui rend une pacification complète extrêmement difficile. Ce sentiment d'irritation est surtout dévoilé à en France; l'armée et le pays voient toujours une insulte dans le vote unique de France a été condamnée durant les dernières circonstances et vous ne rencontrez pas un seul français qui n'avoue, à tort ou à raison, son humiliation et qui n'exprime en même temps sa haine et son hostilité contre les gouvernements qui ont causé cette humiliation. L'Angleterre a une large part dans ce ressentiment populaire. Mais tandis que ce ressentiment se prononce ainsi de ce côté du détroit, de l'autre le mépris éclate contre le gouvernement français et l'on raisonne un peu sur la nation. La Bavière, la Prusse, l'Autriche, et les autres Etats allemands paraissent cordialement détester la France. Quant à la Russie, pas important ses sentiments; elle se jetera toujours du côté le plus favorable à ses intérêts. Les seuls germes de guerre sont donc dans les différentes dispositions morales des nations; on espère cependant que ces antipathies se calmeront et que le pays ne sera pas rompue. Mais qui pourrait en répondre?

France.—La politique intérieure est assez calme. Le fait sur les fortifications a cessé d'absorber l'attention publique; mais il est maintenant en discussion à la Chambre des Pairs et quelques personnes prétendent qu'elle y sera repoussée. Cela cependant n'est guères probable. Le toi tient assez à l'adoption de cette mesure pour ne rien négliger afin de l'obtenir, malgré tous les arguments que l'on pourrait faire valoir contre elle.

La loi sur les fonds secrets est depuis trois jours en discussion devant la Chambre des Députés; elle prononce une assez vive opposition; on croyait que le ministère en ferait une affaire de cabinet; mais il n'en est rien, et le vote de la Chambre, quel qu'il soit, n'ébranlera pas en ce moment l'existence d'un ministère qui peut se traîner encore quelques mois.

Le commerce de Paris est encore une fois dans l'état le plus déplorable; les faillites y sont nombreuses surtout parmi les petits négociants et les petits marchands.

Le numéraire de la banque diminue d'heure en heure et continuera à diminuer tant que le gouvernement aura besoin des fonds qu'il avait confiés à cet établissement.

Au Havre, les ventes de coton sont assez nombreuses et se font à de bons prix. La possibilité d'une rupture entre l'Angleterre et les Etats-Unis est sans doute la cause de ce changement; mais il est positif que les approvisionnements de matière première sont épuisés dans presque toutes les manufactures, et si nous n'avons pas la guerre, ce qui est fort probable, il y aura une amélioration sensible.

PARIS, 1 Mars 1841.

Les dernières nouvelles arrivées de Constantinople confirment la reconnaissance officielle de Méhémet Ali comme gouverneur héréditaire de l'Egypte. Cette reconnaissance accorde aussi le gouvernement de l'Egypte aux héritiers du Pacha, mais elle met de telles restrictions que le prince est réduit à l'état de vassal. Avec la résignation d'un vrai musulman, Méhémet Ali semble accepter ce qu'on lui accorde, s'il tient au hasard pour obtenir davantage; car il pense, comme bien des gens, que l'état de choses établi par l'intervention des grandes puissances est tout à fait provisoire et que le monde ne tardera pas à le changer d'un jour à l'autre.

Cette incertitude et désarmement augmentent et partout l'on croit moins à la guerre. Les autres puissances européennes pressent la France de désarmer, et il faudra qu'elle désarme, si elle ne veut pas la guerre. Cependant rien n'est sûr encore de ce côté; car bien des incidents peuvent changer la situation, et de ce nombre serait une rupture entre l'Angleterre et les Etats-Unis.

Le ministère a été fort maltraité dans la discussion sur les fonds secrets. La majorité sur laquelle il comptait s'est trouvée singulièrement diminuée; il n'a emporté le vote de la Chambre que par 90 voix de majorité.

PARIS, 1er mars 1841.

La loi sur les fortifications de Paris n'a pas encore passé à la Chambre des Pairs; on fait beaucoup de suppositions sur la possibilité du rejet de l'enceinte continue qui augmenterait considérablement la dépense. Ce projet a vertablement d'assez singulières destinées. En 1833 lorsqu'il en fut question pour la première fois, le peuple en prévoyait bien sûrement que les Chambres n'adrent pas lutter contre l'opinion publique; on croit alors que les fortifications n'avaient d'autre but que de bombarder Paris. Aujourd hui le même peuple soutient de toutes ses forces cette mesure si dangereuse.

Les bastilles ou fort détaché sont en pleine voie d'exécution. Cinq sont ouvrage ont déjà tracé les fortifications d'Albert, de manière à ce que l'on puisse juger de l'importance de la citadelle qui va être construite en cet endroit. Les remparts formeront un pentagone, occupant une étendue de mille mètres carrés entre la route de Champagne et celle de Lyon, non loin du confluent de la Seine et de la Marne. Chaque angle formera un énorme bastion; tous les murs seront crénelés et enfermeront la citadelle qui sera d'une grande force. Deux mille hommes et cent pièces de canon y feront face au fort de St. Jean et au Pont-Valérien, et les travaux sont commencés à Nogent, Noisy-le Sec, Pantin Fontenay et Rosny.

On parle en ce moment de quelque chose qui ressemble à un désarmement. Le maréchal Soult propose de diminuer le nombre des hommes qui doivent former l'armée permanente, en envoyant en réserve ou pour parler autrement en accordant des congés illimités 40,000 hommes ayant déjà servi cinq ans. Le ministre de la guerre retranchant ainsi de son budjet 25 millions de francs. L'armée permanente de 1842 serait donc seulement de 433,741 hommes, et l'année suivante par le même système elle descendrait à 370000 environ; 120 ou 130 000 hommes seraient alors en congé ou en réserve et pourraient être immédiatement rappelés sous les drapeaux.

Le secret de cette mesure est une entrevue de comte d'Appony, l'ambassadeur d'Autriche, avec M. Guizot. Le comte d'Appony a demandé avec insistance l'exécution la promesse qui lui aurait été faite par le ministre des affaires étrangères, il a ajouté que, "comme le gouvernement français n'avait plus à craindre aucune difficulté intérieure, son souverain l'avait chargé de reclamer un acte positif de désarmement et de déclarer; à M. Guizot que s'il acquiesçait pas à cette demande, l'Autriche serait forcée de concentrer dans la Prusse et les Etats de la confédération germanique de former un camp d'observation sur le Rhin."

A la suite de cette entrevue, le maréchal Soult décida qu'une réduction de 60,000 hommes aurait lieu et ferait qu'avant la clôture de la session des Chambres, l'effectif réel de l'armée française ne dépasserait pas 300,000 hommes.

Le gouvernement n'est vu dans l'impossibilité de soutenir l'accusation de faux dirigée contre le gérant responsable et le rédacteur en chef du journal *la France* qui a pris les Suisses Bürmeier à M. de Talleyrand, attribuées à Louis Philippe. L'action en diffamation intentée contre le Ministre de la Justice et des Cultes, M. Persil, par le rédacteur en chef de la *France*, n'a pas été plus heureuse. Le tribunal de police correctionnelle a déclaré qu'il était incompétent.

Le bateau à vapeur le Rhône, parti de Lyon le 25 février, est arrivé à Arles le 27 au matin. Il a mis 28 heures pour remonter le Rhône, depuis Arles jusqu'à Lyon. Il a fait le trajet en 12 heures.

Les nouvelles de Constantinople sont du 12 février. Elles annoncent que le Sultan a reçu le firman de Méhémet Ali, qui lui confère l'hérédité du gouvernement de l'Egypte. Le Pacha a fait remettre à la Porte 6,000 bourses, pour le premier tribut annuel.

Les dernières nouvelles de Syrie sont du 1er février. Elles annoncent que le calme le plus parfait régnait dans toutes les provinces de cette contrée.

Les nouvelles de Perse sont du 1er janvier. Elles annoncent que le Schah a été attaqué par son frère, le prince Hassan, qui a été battu et mis en fuite.

Les nouvelles de Chine sont du 1er octobre. Elles annoncent que le commissaire impérial Lin a été destitué et remplacé par Keshen, qui a été nommé vice-roi de Canton. Lin a été envoyé à Pékin pour y être jugé.

Les nouvelles de Java sont du 1er décembre. Elles annoncent que le gouverneur général Merkus est mort le 1er novembre.

Les nouvelles de Manille sont du 1er décembre. Elles annoncent que le gouverneur général Pezuela a été remplacé par Lardizabal.

Les nouvelles de Cochinchine sont du 1er décembre. Elles annoncent que le roi Minh-Mang est mort le 1er novembre, et a été remplacé par son fils Thieu-Tri.

Les nouvelles de Siam sont du 1er décembre. Elles annoncent que le roi Phra-Nang-Klao est mort le 1er novembre, et a été remplacé par son fils Pin-Klao